

Inflation : « Les banques centrales organisent la récession, c'est la stratégie du pire »

Christophe Ramaux

Le Monde, 14 octobre 2022

L'économiste Christophe Ramaux considère, dans une tribune au « Monde », que la hausse des taux d'intérêt constitue l'instrument d'une baisse des salaires destinée à maintenir les profits des investisseurs.

D'où vient l'inflation ? Selon les libéraux, Milton Friedman (1912-2006) en tête, elle est toujours d'origine monétaire. Le laxisme des banques centrales l'expliquerait. Avec ce problème : leur politique monétaire accommodante remonte à 2008, or c'est plutôt la déflation qui menaçait jusqu'en 2020. De quoi conforter la théorie keynésienne : l'inflation est avant tout d'origine réelle. Elle peut résulter d'un excès de demande ou de l'augmentation de certains coûts de production (matières premières, salaires, mais aussi marges des entreprises). Il n'y a pas, d'un côté, les grandeurs réelles de l'économie (la production, la consommation, l'investissement...) et, de l'autre, les grandeurs nominales, leur expression en prix. La politique monétaire peut affecter les grandeurs réelles.

Cette politique monétaire n'est toutefois pas un *deus ex machina*. Et cela pour une raison : l'essentiel de la monnaie en circulation étant créé à l'occasion des opérations de crédit, celle-ci dépend fondamentalement des décisions de dépenses, d'investissements, des producteurs, des entreprises, mais aussi de l'Etat. Ce sont ces dépenses qui déterminent finalement le montant de la masse monétaire (la création monétaire est en ce sens « endogène »), et non la banque centrale. Cette dernière peut, par sa politique (taux, rachats de titres...), favoriser la demande de crédits et, partant, l'activité. Encore faut-il que les producteurs le désirent.

On l'a vérifié en Europe après la crise de 2008. Des relances budgétaires et monétaires avaient été déployées afin d'éviter une grande dépression. Dès 2011, les dirigeants européens ont cependant clos cette parenthèse keynésienne en optant pour l'austérité à la fois budgétaire et salariale. L'Europe est replongée dans la récession. Face au risque d'explosion de la zone euro, la Banque centrale européenne s'est résolue à intervenir à partir de l'été 2012. Las, cette politique accommodante n'a pas suffi pour sortir les pays européens de l'ornière récessive. La politique monétaire tourne à vide dès lors que la demande et l'activité sont contractées par l'austérité.

Les limites de la politique monétaire sont, en un sens, admises par la plupart des économistes (en dehors des thèses pseudo-radicales qui ressuscitent la monnaie magique en prônant l'annulation des dettes publiques et le financement de la transition écologique par la banque centrale). La plupart d'entre eux admettent ainsi aujourd'hui que le tournant de la rigueur en Europe en 2011-2012 était une erreur. Dans le feu de l'action, ils étaient malheureusement moins nombreux. Au lieu de s'attaquer à la racine de la crise de 2008, le modèle néolibéral, avec en son cœur la finance libéralisée, le libre-échange et l'austérité salariale, nombreux sont ceux qui avaient plaidé pour l'austérité et pour la préservation de l'essentiel de ce modèle. La même cécité prévaudra-t-elle aujourd'hui ?

L'inflation actuelle n'est pas liée aux pressions salariales. Des décennies de mondialisation, avec leurs délocalisations et la dévalorisation des travailleurs, sont passées par là. Elle renvoie, en particulier en Europe, à la hausse des prix de l'énergie, démultipliée par la guerre contre l'Ukraine, et aux ruptures d'approvisionnement engendrées par le Covid-19.

Que faire ? Les banques centrales, la Réserve fédérale en tête, organisent la récession. C'est la stratégie du pire, avec son cortège de chômeurs à l'horizon. Simultanément, les gouvernements mettent en place des mesures visant à atténuer l'inflation et ses conséquences. On peut toutefois s'interroger sur leur cohérence.

Le gouvernement français a déployé des dispositifs qui soutiennent certes le revenu des ménages, mais en lieu et place de la hausse des salaires. Il a freiné des quatre fers pour ne pas taxer les superprofits faramineux (plus de 50 milliards d'euros en 2022) engrangés par quelques entreprises de l'énergie et du transport maritime, de pures rentes ne récompensant aucune innovation. Il veut accroître un peu plus les cadeaux fiscaux aveugles aux entreprises (avec la suppression planifiée de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, qui bénéficiera d'abord aux grandes entreprises) et aux plus aisés (avec la réduction des impôts sur les donations et les successions). Il creuse ainsi les déficits publics pour mieux arguer – c'est la vieille stratégie reaganienne consistant à « affamer la bête » – qu'il importe de réduire la générosité des prestations sociales, retraites en tête.

Une note, publiée le 21 septembre, du think tank Terra Nova (« Inflation et crise énergétique : comment surmonter l'épreuve ? », <https://tnova.fr/economie-social/finances-macro-economie/inflation-et-crise-energetique-comment-surmonter-lepreuve/>) pourtant traditionnellement plutôt libéral, plaide pour la taxation des superprofits et pour un impôt additionnel, au moins exceptionnel, sur les revenus des plus aisés, une bonne part de leur épargne accumulée avec les confinements n'ayant pas été dépensée. On peut s'en réjouir.

Au-delà, c'est bien d'une véritable bifurcation dont nos économies ont besoin : une bifurcation solidaire mettant à contribution les plus aisés et conditionnant les aides aujourd'hui aveugles aux entreprises, afin d'augmenter les revenus des classes populaires et moyennes ; une bifurcation productive et écologique afin de s'attaquer aux racines structurelles de l'inflation. La réduction de la consommation d'énergie fossile exige des investissements massifs pour accélérer la rénovation thermique des bâtiments, développer le ferroviaire dont le fret, etc. Elle implique d'augmenter la production électrique non carbonée (nucléaire et renouvelables) et de réhabiliter le monopole public de l'électricité, aux antipodes du marché européen. La relocalisation de certaines productions suppose, de même, des politiques de filières, aux antipodes des dogmes néolibéraux interdisant les aides publiques.

La crise de la démocratie se nourrit du sentiment que les dirigeants politiques servent un modèle bénéficiant principalement à une infime minorité. La crise de 2008 a mis en exergue les dégâts de la finance libéralisée ; la crise due au Covid-19, les dégâts engendrés par les délocalisations et la diète infligée aux services publics. La bifurcation n'a pourtant pas eu lieu. Puisse le choc d'inflation en cours le permettre enfin.

Christophe Ramaux est maître de conférences au Centre d'économie de la Sorbonne (université Paris-I), membre des Economistes atterrés et auteur de « Pour une économie républicaine. Une alternative au néolibéralisme » (De Boeck, 336 p., 21,90 €).